

## **Convention de partenariat tripartite relative à l'espace naturel sensible du marais de Colleville-Montgomery-Ouistreham**

### **Identification du site : Espace naturel sensible du marais de Colleville-Montgomery-Ouistreham Communes de Colleville-Montgomery et Ouistreham**

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 113-8 et suivants, ainsi que L. 215-1 et suivants ;

Vu la délibération du conseil départemental du 30 janvier 2006 créant la zone de préemption du marais de Colleville-Montgomery-Ouistreham sur la commune de Colleville-Montgomery étendue sur la commune de Ouistreham par délibération du 20 novembre 2006 ;

#### **ENTRE :**

**Le Département du Calvados** représenté par son président, Jean-Léonce DUPONT, en vertu de la délibération de la commission permanente du Département en date du.....

Désigné ci-après par « **le Département** » ;

**d'une part ;**

#### **ET**

**La commune de Ouistreham** dont le siège est situé Place Albert Lemarignier – BP 102 – 14150 OUISTREHAM-RIVA-BELLA, représentée par son maire en exercice, Romain BAIL, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du conseil municipal du \_\_\_\_\_.

#### **ET**

**La commune de Colleville-Montgomery** dont le siège est situé 3 Grande Rue – 14880 COLLEVILLE-MONTGOMERY, représentée par son maire en exercice, Frédéric LOINARD, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du conseil municipal du \_\_\_\_\_.

Désignées conjointement ci-après par « **les Communes** » ;

**d'autre part.**

#### **EXPOSE PREALABLE DES MOTIFS**

Tel que le permet la loi du 18 juillet 1985, le Département met en œuvre une politique de préservation de ses espaces naturels sensibles. Cette politique a pour objectifs :

- la protection et la gestion des espaces naturels remarquables au regard des paysages des habitats naturels et des espèces qu'ils abritent ;
- leur ouverture au public dans la mesure où cela ne nuit pas à leur préservation.

Dans le cadre de son Schéma départemental des espaces naturels sensibles approuvé en 2004, le Conseil départemental a défini trois types d'espaces naturels sensibles :

- sites d'intérêt départemental
- sites délégués au Conservatoire du Littoral
- sites d'intérêt local

Le marais de Colleville-Montgomery-Ouistreham est un espace naturel sensible d'intérêt local dont la zone de préemption a été créée par délibération du Conseil départemental le 30 janvier 2006 sur la commune de Colleville-Montgomery puis étendue sur la commune de Ouistreham par délibération du 20 novembre 2006. L'exercice du droit de préemption est délégué aux communes de Ouistreham et de Colleville-Montgomery, chacune pour la partie du marais la concernant territorialement.

Par convention en date du 28 octobre 2016, la commune de Colleville-Montgomery a confié au Conservatoire d'Espaces Naturels de Normandie Ouest (CENNO) la gestion d'un ensemble de parcelles propriétés de la commune. Cette convention précise les actions de gestion du CENNO en lien avec les enjeux de patrimoine naturel du marais.

Lors de sa séance du 5 février 2018, le Conseil départemental a approuvé à l'unanimité la mise à jour de son schéma départemental des espaces naturels sensibles et a mis en place de nouvelles modalités d'intervention du Département en matière d'accompagnement des ENS délégués, notamment sur le plan financier.

La présente convention a pour objet d'actualiser les nouvelles modalités de partenariat suite aux modifications de la politique en faveur des espaces naturels sensibles délégués.

**Ceci exposé, les parties ci-dessus identifiées ont convenu ce qui suit :**

#### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objectif de définir les modalités du partenariat entre le Département et les Communes pour la préservation du marais de Colleville-Montgomery-Ouistreham dans le cadre de la politique départementale en faveur des espaces naturels sensibles.

La présente convention s'applique à la zone de préemption du marais de Colleville-Montgomery-Ouistreham.

#### **ARTICLE 2 : COMITE DE GESTION DE SITE**

Afin de mener le projet de préservation du marais de Colleville-Montgomery-Ouistreham en étroite collaboration avec les interlocuteurs locaux et partenaires institutionnels concernés, un comité de gestion sera constitué. Il se réunira dans la mesure du possible au minimum une fois tous les 3 ans, la réunion sera organisée à l'initiative des communes. Cette réunion sera l'occasion de procéder au bilan des actions menées et d'élaborer le prévisionnel des années suivantes.

Par ailleurs, le Département se tiendra à la disposition des communes pour tout conseil, assistance technique ou administrative dans le cadre de la mise en œuvre de la politique liée aux espaces naturels sensibles.

**ARTICLE 3 : ACQUISITIONS FONCIERES** 99\_DE-014-2114 04884-2023 0612-DEL2023 0612

Par décision du 30 janvier 2006, la commune de Colleville-Montgomery est délégataire du droit de préemption institué par le Département au titre des espaces naturels sensibles sur le marais de Colleville-Montgomery-Ouistreham. Le Département lui transmettra donc les Déclarations d'Intention d'Aliéner (DIA) qu'il reçoit concernant la commune de Colleville-Montgomery.

De même, par décision du 20 novembre 2006, la commune de Ouistreham est également délégataire du droit de préemption départemental sur le marais de Colleville-Montgomery-Ouistreham. Le Département lui transmettra donc les Déclarations d'Intention d'Aliéner (DIA) qu'il reçoit concernant la commune de Ouistreham.

Les communes peuvent également procéder à des acquisitions à l'amiable chacune pour la partie du marais la concernant territorialement, ceci en dehors du cadre des DIA.

Le Département soutiendra financièrement les communes pour les acquisitions réalisées dans le cadre de la zone de préemption au titre des espaces naturels sensibles du marais de Colleville-Montgomery-Ouistreham, sous réserve que les prix appliqués soient conformes au marché du foncier local.

Le foncier susceptible d'être acquis par voie amiable devra impérativement faire l'objet d'une estimation du service du Domaine (direction départementale des finances publiques) à l'initiative des communes dès lors que la valeur estimée du bien est supérieure à 180 000 €.

Les communes informeront annuellement le Département des acquisitions réalisées sur le marais de Colleville-Montgomery-Ouistreham, ainsi que sur la suite donnée aux Déclarations d'Intention d'Aliéner qui leur sont transmises.

**ARTICLE 4 : PLAN DE GESTION**

Lorsque les surfaces en propriété des communes seront suffisantes et dans le cadre d'un accord mutuel des parties, un plan de gestion de l'ensemble du site devra être élaboré sous la maîtrise d'ouvrage de l'une ou l'autre des communes.

Ce plan de gestion devra répondre aux impératifs de préservation des espaces naturels sensibles énoncés par l'article 215-21 du code de l'urbanisme.

Ce plan de gestion devra impérativement recevoir l'approbation de toutes les parties.

**ARTICLE 5 : AMENAGEMENTS**

On entend par aménagements, les investissements réalisés sur le site et notamment sur les parcelles acquises. Les aménagements seront présentés en comité de gestion et devront recueillir l'approbation du Département.

Le Département apportera aux communes un soutien financier pour les aménagements dès lors qu'ils sont réalisés sur des parcelles propriétés de la commune concernée et qu'ils respectent les dispositions de l'article 215-21 du code de l'urbanisme relatives à l'aménagement des espaces naturels sensibles. Ces aménagements doivent être uniquement liés à la gestion et à la valorisation pédagogique du site sur le plan environnemental.

Pour les aménagements relatifs à l'installation de panneaux d'entrée de site, de signalétique directionnelle ou de panneaux pédagogiques, les communes s'engagent à respecter la charte graphique des espaces naturels sensibles du Département du Calvados (graphisme et mobilier), indispensable à l'identification du réseau des espaces naturels sensibles. Le contenu des panneaux sera élaboré en concertation entre les différents signataires de cette convention.

Les communes prendront également en compte, le cas échéant, leur propre charte graphique ou la charte graphique de la communauté urbaine Caen la mer.

#### **ARTICLE 6 : GESTION**

On entend par gestion toute opération courante d'entretien des aménagements et des milieux naturels.

Ces opérations de gestion seront présentées au comité de gestion dans le cadre de la programmation annuelle et devront répondre aux impératifs de préservation de l'intérêt écologique et paysager du marais de Colleville-Montgomery-Ouistreham.

#### **ARTICLE 7 : SUIVIS SCIENTIFIQUES ET DONNEES**

Les communes s'engagent à communiquer annuellement au Département les résultats des suivis scientifiques et inventaires naturalistes, ainsi que la liste des parcelles acquises, afin de pouvoir les intégrer dans la base de données départementale.

#### **ARTICLE 8 : MODALITES DE LA PARTICIPATION DU DEPARTEMENT**

Le Département interviendra selon le règlement du dispositif d'aide des ENS délégués en vigueur à la date de dépôt de la demande de subvention.

Pour toute demande de participation du Département, celle-ci devra être effectuée selon les modalités prévues dans le dossier de demande subvention (en annexe 1 de la présente convention).

La notification de subvention du Département doit être antérieure au démarrage des opérations objets de la demande.

Chaque participation du Département fera l'objet d'une convention spécifique précisant les modalités de versement de la participation du Département.

#### **ARTICLE 9 : COMMUNICATION**

Le Département et les communes s'engagent respectivement à citer leur partenaire dans leurs éventuelles communications sur le marais de Colleville-Montgomery-Ouistreham dans le cadre des espaces naturels sensibles.

#### **ARTICLE 10 : DUREE DE LA CONVENTION**

La convention prendra effet à compter de la date de signature par les parties et ceci pour une durée de cinq ans, renouvelable une fois tacitement.

A l'échéance, s'il n'est pas constaté de modifications majeures, la convention pourra être prolongée à l'identique par voie d'avenant sous réserve de l'accord des parties.

#### **ARTICLE 11 : CONDITIONS DE RESILIATION**

En cas de non-respect, par l'une des parties des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de 30 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : LITIGES**

En cas de désaccord entre les parties quant à l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à se rapprocher pour trouver une solution amiable avant tout recours juridictionnel. En cas de persistance du différend, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif de Caen.

Ainsi fait et rédigé sur 5 pages en 3 exemplaires originaux.

Fait à Caen, le

Le maire de Colleville-Montgomery

Le maire de Ouistreham

Frédéric LOINARD

Romain BAIL

Pour le président du Conseil Départemental  
et par délégation  
Le directeur de l'environnement  
et des ressources naturelles

Jean-Frédéric JOLIMAÎTRE